



amandla ngawethu

« Pouvoir pour le peuple » : des travailleurs du Cap.

Les grands panneaux qui décrivent l'univers concentrationnaire de l'apartheid jurent avec le décor apaisant et feutré du restaurant d'entreprise de Framatome. Ils révèlent bien pourtant la déchirure que fait la vérité face à l'inquiétante hypocrisie qui se développe. A l'appel du syndicat C.G.T. de cette entreprise qui doit construire deux centrales nucléaires pour l'Afrique du Sud, le M.R.A.P., en effet a présenté son exposition sur l'apartheid, vendu de nombreux livres et brochures, badges, affiches, obtenu de multiples signatures pour la pétition demandant la libération des patriotes namibiens condamnés à mort, recueilli des dons de solidarité pour les réfugiés sud-africains victimes de l'apartheid.

La même opération se renouvelait, quelques jours plus tard, à quelques pas de là, dans la tour E.D.F. On sait, en effet, que la compagnie nationale doit envoyer des techniciens (blancs !) pour livrer aux racistes le savoir-faire et la technologie nucléaire acquis au fil des ans par l'Electricité de France.

Hier encore, on faisait mine de présenter les travailleurs comme bénéficiaires du scandaleux contrat. Mais aujourd'hui, au moment même où le gouvernement français en autorisait la signature, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de Framatome répondaient au vœu exprimé par Oliver Tambo, président de l'A.N.C. (mouvement de libération de l'Afrique du sud), en condamnant eux-mêmes cette honteuse collaboration. Au cours d'une conférence de presse organisée par le M.R.A.P. le 10 août, les deux syndicats déclaraient en effet : « Si aujourd'hui, ce contrat signé est pour le groupe Empain une victoire, il est pour nous une indignation ». Ayant évoqué le fait que ce contrat vient dans un contexte général de collaboration qui dépasse de loin le simple personnel de Framatome, ils ajoutaient que « le poison du racisme ne peut être combattu par le silence » et

s'engageaient à développer l'action d'information et de solidarité auprès des agents de l'entreprise.

ils veulent la bombe

On sait que le gouvernement et la direction des firmes impliquées (Framatome, Spie-Batignole, Alstom, E.D.F.) ont développé plusieurs arguments, tendant à prouver qu'une utilisation militaire était impossible. (Et quand bien même !...) Mais il y en a de plus nombreux, de plus forts aussi, qui montrent à l'évidence qu'il n'est possible de prendre aucune garantie réelle.

On parle d'un contrôle effectué par

l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (A.I.E.A.). Mais l'Afrique du Sud elle-même est membre fondateur de cette agence !

Ces contrôles portent en particulier sur le combustible utilisé (uranium enrichi). Or, l'Afrique du Sud possède sa propre usine d'enrichissement à Valindaba, grâce à l'aimable coopération de la R.F.A. Qui l'empêchera d'utiliser comme bon lui semble son propre uranium, enrichi dans ses propres usines? D'autant plus que le gouvernement raciste n'a jamais caché ses intentions de construire la bombe atomique et même de l'utiliser contre ses voisins, au besoin.

On peut aussi se demander ce qui pousse l'Afrique du Sud à faire cet investissement, alors qu'elle possède l'électricité la moins chère du monde grâce à ses immenses réserves de charbon et à sa main d'œuvre à bon marché.

Le gouvernement hollandais a refusé la vente de centrales à l'Afrique du Sud parce que ce pays refusait de se soumettre aux contrôles qu'il exigeait. Le gouvernement français semble plus coulant. Mais le simple fait d'exiger ces contrôles constitue la meilleure preuve d'une possible utilisation militaire.

D'ailleurs, Oliver Tambo déclarait lors de la conférence de presse, du M.R.A.P., le 10 août 1976 : « La décision du gouvernement français d'échanger des centrales nucléaires contre des rands tachés de sang montre une attitude

purement mercenaire vis-à-vis de l'Afrique. Nous ne pouvons associer ce geste criminel avec le peuple français. Nous sommes reconnaissants à ceux qui se sont identifiés avec notre cause, plus spécialement les travailleurs français. Nous leur demandons d'intensifier leur soutien sous toutes ses formes. »

sharpeville tous les jours

Pendant ce temps, l'Afrique du Sud a changé de visage. Une à une, les « townships », ces ghettos noirs à la périphérie des villes se lèvent, sur un fond effroyable et sanglant de massacres devenus aussi quotidiens que la misère et la colère de l'immense majorité du peuple. Ce ne sont plus seulement Soweto ou Alexandra, ces grandes plaies qui flanquent la ville minière de Johannesburg, c'est maintenant aussi Le Cap, avec ses cinquante morts, des enfants pour la plupart, ce sont les étudiants « métis » de la même ville, les étudiants « indiens » de Durban, et même les étudiants blancs, qui découvrent peu à peu la stupeur de vivre dans un pays où l'on tue, et manifestent dans les rues la solidarité de tout un peuple.

Les massacres s'accompagnent d'arrestations massives. Et l'on sait ce qui se passe dans les prisons de l'apartheid, et que l'on est jamais sûr d'en sortir. Ainsi Mapepela Mohapi, arrêté le 16 juillet, retrouvé le 5 août, pendu dans sa cellule.

La répression ne connaît en effet plus de bornes. On arrête les journalistes qui décrivent les manifestations et « osent » y voir un résultat des lois raciales de l'apartheid. On arrête les prêtres qui s'élèvent contre le massacre de leurs frères aux mains nues, les médecins qui n'acceptent pas de falsifier les rapports d'autopsie, les jeunes dans les rues, et leurs parents qui demandent leur libération.

amandla ngawethu

Après avoir tenté d'incendier sa maison, par provocateurs interposés, les autorités racistes ont arrêté une fois encore Winnie Mandela, femme du président de l'African National Congress, Nelson Mandela, condamné à la prison à vie. Ceci est très significatif des craintes et des fantasmes des racistes. Winnie Mandela, c'est le symbole vivant d'une résistance qui n'a jamais cessé. On a tout d'abord tenté de faire croire que le mouvement de libération traversait une crise, les jeunes opposés aux vieux, qualifiés de « modérés ». Pourtant, ils étaient partout, les slogans de l'A.N.C., même si c'est une colère spontanée qui a jeté les foules dans la rue.

L'A.N.C. a d'ores et déjà décidé de développer la lutte sur tous les fronts, y compris celui de la lutte armée, seule recours contre un régime qui n'a de comparable que l'occupation nazie. Mais

ce ne sera pas à l'initiative du gouvernement raciste, qui a cru prendre de vitesse le développement de la libération en massacrant des enfants sans défense. Voilà trop longtemps que l'A.N.C. lutte dans les conditions difficiles de la clandestinité pour ne pas se laisser manœuvrer par ceux qui n'attendent que de voir les combattants de la liberté succomber à la colère pour pouvoir mieux les écraser sous la puissance des chars AMX et des hélicoptères « Alouette ». C'est un signe : la provocation contre Winnie Mandela a fait long feu puisque ses auteurs ont dû reconnaître implicitement son immense popularité en l'arrêtant sans motif. Oui, vraiment, il est désormais partout, son mot d'ordre, ce cri de la liberté : **Amandla ngawethu, le pouvoir au peuple.**

Alors, la solidarité devient, plus que jamais, une urgence absolue : solidarité matérielle avec les réfugiés, victimes de l'apartheid, en participant à la campagne du M.R.A.P. (1), solidarité politique, par l'information sous toutes les formes possibles, développement d'une campagne nationale pour empêcher la livraison des deux centrales nucléaires et les contacts politiques avec l'Afrique du Sud, et en particulier dénoncer et faire interdire le scandaleux congrès franco-sud-africain de tourisme présidé par les ministres Médecin et d'Ornano, à Deauville, au début de septembre.

Racine MAIGA

1) Envoyez vos dons au siège du mouvement avec la mention : « Solidarité contre l'apartheid ». C.C.P. : 14-825-85 Paris.

Advertisement for M.R.A.P. featuring a rugby player and text: 'Une fourmi de dix-huit mètres Avec un chapeau sur la tête ÇA N'EXISTE PAS', 'Des joueurs de rugby noirs mélangés à des joueurs blancs dans une équipe sud-africaine ÇA N'EXISTE PAS', 'Un spectateur noir près d'un blanc dans un stade sud-africain ÇA N'EXISTE PAS'. Bottom text: 'NON AUX ECHANGES SPORTIFS AVEC L'AFRIQUE-DU-SUD RACISTE!'.

Advertisement with text: 'Tout contrevenant à ces lois paiera une amende, sera emprisonné, et/ou fouetté :'. It lists names like Vorster, Vostler, Vortler, Virlier, Vifler, Hitler. Bottom text: 'Par décision du Ministre de la Justice d'Afrique du Sud'.

Advertisement with portraits of John Balthazar Vorster and text: 'le vrai visage de l'apartheid', 'John Balthazar Vorster premier ministre raciste et bourreau de l'Afrique du Sud'.

agir contre l'apartheid

En vente au M.R.A.P., 10 fr les 3 affiches. Prix spéciaux aux comités et organisations.

Peiper : pas la vengeance la justice

« Peiper sera vengé ! » Le voilà le cri de haine, et non la légitime protestation d'une région, marquée par l'occupation où cet ancien tortionnaire SS, coupable de nombreux « crimes odieux » croit de bon goût de venir finir ses jours, sans d'ailleurs qu'il semble avoir besoin de travailler. Est-ce à dire que nous justifions le meurtre, si meurtre il y a eu, lors de l'incendie de la maison de Peiper, dans un village de Haute-Saône ?

Certes pas, et cela pour de multiples raisons. La première est que ce sont les méthodes criminelles des nazis que nous combattons, et qu'il serait singulier que nous admettions qu'on utilise le meurtre pour le faire. Mais la seconde, qui est la plus importante, tient dans le principe qui guide notre action contre le nazisme et ses résurgences : ce n'est pas « la peau » des nazis que nous voulons, c'est la peau du nazisme. En effet, les millions de morts, les juifs exterminés et ceux qui restent, avec la mémoire de tant des leurs à jamais disparus, les femmes, les enfants, les prisonniers désarmés que Peiper et ses semblables ont exterminés au nom d'une croisade antijuive et antibolchévique que bon nombre de renient pas, tous ceux là ont droit à la justice. A la justice cela veut dire : à ce que la société fasse justice pour le respect du passé et pour la sauvegarde de l'avenir. Nous ne nous accommodons pas de la mort ou de la disparition d'un homme tandis que de nombreux autres assassins coulent des jours paisibles sous une respectabilité d'emprunt. Il est urgent que le gouvernement prenne toutes les mesures pour qu'on ne dise pas un jour que d'une manière ou d'une autre le fascisme hitlérien pourrait être pardonné.

nostalgiques de la solution finale

Notre vigilance n'est pas, beaucoup s'en faut, nostalgie d'anciens combattants. Il suffirait pour le prouver, de voir les attentats qui ont suivi l'incendie de la villa de Traves, L.U.J.R.E. (Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide), la L.I.C.A. (Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme), la Presse Nouvelle Hebdomadaire (journal juif progressiste), la Ligue des Droits de l'Homme ont successivement fait l'objet d'attentats de la part de groupes néo-nazis se recommandant de Peiper. Des menaces de mort ont été faites à plusieurs reprises à l'égard de ceux qui ont permis l'identification du colonel nazi. Tous ces faits montrent qu'il existe des réseaux prêts à défendre par le crime les « idéaux » meurtriers et racistes du National-socialisme. La promptitude avec laquelle ces groupes ont agi oblige à se poser la question : n'existerait-il pas autour de Peiper, membre actif d'une amicale d'anciens SS, un réseau nazi que ne pouvait, en toute occurrence, qu'encourager la passivité et l'indulgence des pouvoirs publics ?

Lorsque par exemple nous nous indignons de la tenue en Allemagne Fédérale, à Hambourg, d'un meeting d'organisations nazies européennes, c'est parce qu'aujourd'hui encore, dans notre pays les propagandistes de la haine bestiale agissent contre ceux qui en furent les premières victimes. C'est une litote de dire qu'il est plus urgent de débarrasser le pays d'une telle vermine que de faire la chasse aux travailleurs immigrés syndiqués.

Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX

en bref

■ A la conférence de Colombo, la solidarité des pays non-alignés avec le peuple de l'Afrique du Sud, a montré dans quel isolement international risque de se retrouver la France, si le gouvernement continue sa politique de soutien militaire et nucléaire aux racistes de Pretoria. Au moment même où les foules désarmées se font massacrer en Afrique du Sud, le pays des Droits de l'Homme s'honorait en renforçant les liens d'amitié avec les peuples du tiers-monde et en interrompant une collaboration humiliante et criminelle avec les nazis de l'apartheid.

■ Quel chrétien peut se reconnaître dans ceux qui au Liban vont jusqu'à reproduire le supplice effroyable du Christ, jusqu'à crucifier leurs adversaires ? L'extermination du peuple palestinien par les fascistes ne peut décidément pas être mise sous la responsabilité de la religion, d'autant plus que bon nombre de Palestiniens sont chrétiens, héritiers des toutes premières communautés qui aient existées.

■ Les caprices de la Soufrière, menaçant la Guadeloupe, pays peuplé pour moitié de chômeurs, à abandonner tous leurs biens, cases et bétail. Sur elle pèse une lourde hypothèque qui ne pourra qu'aggraver les effets d'une politique coloniale, en dépit des mots employés. Toute notre solidarité va aux victimes de cette catastrophe et à leurs familles exilées en France.

■ M. Dijoud prétend qu'il apporte des facilités nouvelles pour la venue des familles d'immigrés en France. Outre le fait qu'il est difficile de discerner la nouveauté dans des dispositions qui sont en vigueur depuis des années, il faut en noter l'hypocrisie. Une des conditions consiste en effet dans le fait de pouvoir justifier d'un logement correct. Mais

c'est évidemment mettre la charrue avant les bœufs. Il faudrait d'abord donner la possibilité effective aux immigrés de trouver un logement décent, avant de donner des « facilités » dont l'immense majorité ne peut pas profiter.

■ Moussa Konaté, le travailleur malien illégalement expulsé par M. Poniatowski, est rentré et a pu reprendre son travail après l'action de solidarité entreprise et la décision du Conseil d'Etat désavouant le ministre. La solidarité doit se poursuivre afin que tous les autres expulsés puissent revenir eux aussi et que soit réparée une injustice que le M.R.A.P. a dénoncée depuis le premier jour.

■ Est-ce parce que la presse se complait à donner à l'Afrique indépendante le visage grotesque et sanguinaire d'Ili Amine, que le massacre de plusieurs dizaines de soldats ougandais lors du raid d'Entebbe, est passé inaperçu ? Ou bien y a-t-il une sorte de racisme inconscient qui fait considérer comme moins grave la mort d'Africains ou la violation du territoire national d'un pays d'Afrique ? Le terrorisme qu'il faut condamner sans appel ne peut-il être renforcé lorsqu'on bafoue la dignité des peuples. Et il faut définitivement extirper des esprits l'image raciste des « rois nègres » qui a permis que s'effectue impunément un raid qui aurait provoqué d'autres réactions s'il avait eu lieu autre part qu'en Afrique.

■ Le festival de Bayreuth a eu lieu comme chaque année avec les rites douteux qui l'accompagnent. Mais cette fois, les nostalgiques du « pangermanisme » et du reich de mille ans, à commencer par la famille du musicien, ont entendu une fort juste allocution du Président de la République, Walter Scheel, qui remettait à sa vraie place, un festival qui ne devrait être qu'artistique.

avez-vous renouvelé
votre abonnement
à droit et liberté ?



les tricheurs

En 1962, l'Union d'athlétisme (blanche) d'Afrique du Sud prétendit vouloir sélectionner une équipe sur la base du mérite et non sur une base raciale, pour une compétition internationale qui devait se dérouler au Mozambique. Des compétitions séparées étaient organisées pour les Noirs et les Blancs, et la sélection devait se faire sur la base du meilleur temps. Quand il apparut qu'un athlète noir, Henry Khosi, allait être sélectionné, ayant battu d'un dixième de seconde un athlète blanc, le président de la dite Union, M. Matt Mare, décida de passer outre aux règles qu'il avait fait semblant d'énoncer, et pour justifier le fait, déclara sans désespérer : « Un dixième de seconde, ça ne compte pas réellement ! »

Lorsque l'on parle de racisme dans le sport, c'est immédiatement cette gigantesque tricherie de l'apartheid qui apparaît, négation des principes les plus élémentaires de l'éthique sportive. Mais dans de nombreux cas, le racisme, la xénophobie, le chauvinisme, viennent empoisonner ce qui devrait être compétition pacifique et fraternelle entre les hommes de tous les pays. Parce que le sport échappe pour une part aux divisions politiques, culturelles, sociales qui séparent les hommes, il mérite particulièrement qu'on le défende contre le poison du racisme.

On a souvent dit de ceux qui militaient avec intransigeance contre le racisme dans le sport qu'ils voulaient introduire indue-

ment de la politique là où il n'en devait pas avoir. C'est exactement le contraire qui est la vérité. Et qui nous fera croire que les mythes tenaces de la supériorité raciale ou nationale ne sont pour rien dans certaines manifestations de chauvinisme tantôt ridicules, tantôt lamentables, parfois tragiques. L'amitié entre les hommes, la rigoureuse égalité des chances sont au contraire une lutte pour le sport autant il est vrai que ce sont tous les aspects de la vie sociale qui sont abîmés, gâchés par le racisme.

Le dossier qui suit permettra tout à la fois une information et une réflexion sur un problème significatif, qui dépasse de loin les limites des stades.

pour le sport

Le déchaînement barbare de la haine raciste fait aujourd'hui de l'Afrique du Sud, le symbole le plus épouvantable du terrorisme d'Etat. Pour en arriver là, le système de l'apartheid a poussé jusqu'à la caricature, la ségrégation entre les hommes de couleur différente dans tous les domaines de la vie, entretenant le mépris sur un fond de misère et d'exploitation sans pitié.

Le sport n'échappe pas à la règle, et il y a un sport de l'apartheid, comme il y a une religion de l'apartheid, une école de l'apartheid, etc. Il est donc particulièrement intéressant de se pencher sur cette situation, pour voir ce que peut amener le racisme dans le sport et quelles conclusions en tirer pour l'action. Pour ce faire, nous avons demandé à Chris de Broglio, secrétaire général du SAN-ROC, Comité olympique non-racial d'Afrique du Sud, et ancien champion d'haltérophilie de ce pays, de bien vouloir répondre à quelques questions.

Pouvez-vous présenter en quelques mots le SAN-ROC (Comité olympique non-racial d'Afrique du Sud) dont vous êtes le secrétaire général ?

En 1962, l'aggravation constante de la politique d'apartheid et son application dans le domaine des sports d'une part, la menace de plus en plus précise de voir l'Afrique du Sud exclue des compétitions internationales d'autre part, ont entraîné la création du South African Non-Racial Olympic Committee (SAN-ROC) qui se donnait pour but d'organiser le sport sur une base non raciale sur le territoire même de l'Afrique du Sud. Le principe en était simple ; nous voulions tout simplement que les compétitions se fassent, entre citoyens d'un même pays, sur la base de la valeur sportive et non sur celle de la race.

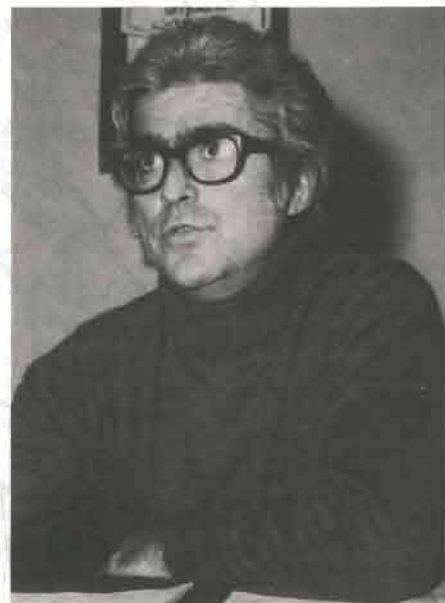
Mais la logique n'est pas le fort des racistes et nous nous sommes très vite heurtés à une résistance multiple, tant du côté de nombreux sportifs blancs, victimes du préjugé racial, que, bien entendu, de celui du gouvernement. Notre action mettait en cause le principe sacrosaint de la discrimination raciale et ne pouvait donc pas être tolérée. La communauté internationale reconnaissait pourtant la légitimité de nos buts en excluant peu après les représentants du sport racial des Jeux Olympiques.

Très rapidement, les persécutions dont

furent victimes les membres du comité, et notamment notre président Dennis Brutus nous contraignirent à installer notre « quartier général » à l'étranger, d'où nous nous appliquons à isoler davantage encore cette aberration que constitue le sport fondé sur des principes raciaux. Néanmoins, le mouvement sportif non-racial n'a jamais pu être tout à fait étouffé en Afrique du Sud, malgré les pressions incroyables qui s'exercent sur les clubs ou les fédérations qui refusent d'inscrire l'apartheid dans leurs statuts. Il faut dire également que la structure même de l'apartheid rend très difficile la pratique du sport non-racial, puisque les gens sont séparés par quartiers sur des bases raciales, et qu'il n'est théoriquement pas permis, par exemple, à des « Indiens » de jouer sur les stades qui se trouvent dans les ghettos africains. Cela ne rend que plus significative, la persistance de clubs refusant la ségrégation, principalement d'ailleurs dans la communauté africaine.

Existe-t-il une évolution dans la pratique du sport en Afrique du Sud, comme le prétendent les dirigeants de ce pays ?

Le gouvernement sud-africain tente par tous les moyens de faire croire à une évolution dans sa politique sportive. Il



Chris de Broglio

Photo: l'Atelier

faut savoir en effet que ces problèmes sportifs ont pris une importance énorme dans la psychologie des racistes en Afrique du Sud, comme en témoignent les cris de victoire indécentes qui célèbrent chaque rencontre internationale dans la presse raciste.

La politique sportive actuelle du gouvernement est qualifiée de « sport multinational », un nom poli qui cache tout simplement la pratique du sport « race contre race » comme le décrit si bien le titre d'un ouvrage récent (1). Comme dans la politique des « bantoustans », il s'agit d'institutionnaliser l'apartheid jusqu'au bout en faisant croire qu'il y a plusieurs « nations » en Afrique du Sud, et qu'il n'y a pas à revenir là-dessus.

Mais la supercherie est totale quand on sait que les dépenses consacrées au sport étaient en 74-75 de 464 317 rands pour près de 20 millions de Noirs, contre 1 217 612 rands pour 4 millions de Blancs. En fait, l'application des théories raciales dans le sport, n'est qu'une pâle feuille de vigne qui cache mal l'impossibilité pratique qui est faite aux non-Blancs de pratiquer le sport de compétition.

Pourtant, si le gouvernement raciste est amené à toutes ces contorsions pour tenter de masquer le racisme cynique de sa politique sportive, c'est le signe de changements profonds dans l'opinion publique. Désormais, l'Afrique du Sud est

exclue de presque toutes les fédérations internationales, et le mouvement s'accélère. Ainsi, à Montréal, en juillet dernier, les fédérations racistes sud-africaines ont été définitivement exclues des fédérations internationales d'athlétisme, de football et de natation. La fédération de voile, pour les « dinghy optimistes » en a fait autant lors du championnat du monde en Turquie. Nous pensons que les fédérations de tennis, de gymnastique et de rugby seront bientôt obligées de suivre le mouvement. Toute notre action va désormais porter sur ces fédérations.

On a accusé votre organisation, et tous ceux qui prônent le boycott des relations sportives avec l'Afrique du Sud, de vouloir introduire la politique dans le sport. Que pensez-vous de cette accusation ?

Vraiment, cette accusation est singulière. Dans tous les pays du monde, le sport est un domaine dans lequel on juge les hommes sur la base de leur force et de leur habileté, indépendamment de leurs opinions ou de leur origine. Il n'y en a qu'un qui fasse intervenir directement le système politique en vigueur dans la sélection sportive, c'est l'Afrique du Sud. Et ce système, c'est le racisme le plus absolu qui interdit aux sportifs « non-Blancs », par le simple fait qu'ils n'appartiennent pas à cette minorité, de participer aux compétitions internationales, de

représenter leur pays comme champions etc. Il faut que cela soit bien clair, c'est le sport que nous défendons, selon les principes énoncés dans la charte olympique ; et c'est le régime scandaleux de l'apartheid qui introduit sa politique rétrograde, absurde et inhumaine dans le domaine du sport.

Maintenant, si l'on appelle faire de la politique, défendre les principes les plus élémentaires du sport et tout faire pour les faire respecter par les pays — dont la France — qui ne se sont pas montrés jusque là très chatouilleux sur la défense de ces principes, alors, oui, nous faisons et nous ferons cette politique, pour le sport, pour l'égalité entre les hommes dans notre pays et dans le monde.

Quels résultats positifs peut-on attendre du boycott des Jeux Olympiques par les pays africains ?

L'Afrique n'a pas participé aux Jeux Olympiques de Montréal. Le fait est très important et l'on doit en prendre toute la mesure. La Fédération de Rugby de Nouvelle-Zélande a vraiment pris une attitude provocatrice dans cette affaire. Non contente d'avoir fait de la collaboration avec le sport racial d'Afrique du Sud un principe de base de sa politique, elle a organisé une tournée sud-africaino-néozélandaise de rugby au moment même où

le pays envoyait ses athlètes et ses sportifs dans la plus grande compétition internationale. Nous ne nous sommes pas réjoui du fait que l'Afrique n'ait pas participé. Mais il faut comprendre que ce continent n'accepte plus, définitivement plus, d'être pris pour un continent mineur, auquel on peut faire avaler n'importe quelle couleuvre.

Qu'on en juge : alors par exemple que la Fédération européenne de Football peut suspendre n'importe quelle équipe en Sicile ou en Ecosse, on ne reconnaît pas à la Confédération Africaine de Football ou au Conseil supérieur des sports en Afrique le même droit concernant l'Afrique du Sud, qui bafoue à l'évidence toutes les lois du sport, en même temps qu'elle insulte à la dignité des peuples de l'Afrique. Cette situation ne pouvait pas durer.

Déjà, à la suite de cela, plusieurs fédérations sportives ont définitivement exclu les équipes raciales d'Afrique du Sud. Mais surtout, le problème est maintenant posé dans toute son ampleur. Il y a une sorte d'hypocrisie qui n'est plus possible, et que nos frères de l'Afrique indépendante ne supporteront pas. Les pays qui acceptent de transiger avec les principes universellement reconnus du sport doivent en tirer les conséquences.

Qu'est-ce que les sportifs anti-racistes d'Afrique du Sud attendent des sportifs français ?

Les sportifs français ne doivent plus aller en Afrique du Sud, sous aucun prétexte, ils doivent refuser toute compétition avec des sportifs ou des équipes sud-africaines. Il s'agit tout d'abord pour eux du simple respect des règles qu'ils suivent dans leur effort sportif. Accepteraient-ils qu'on leur interdise en France de concourir ou de s'entraîner avec tel ou tel parce qu'il est noir, ou juif, ou qu'il a les yeux verts. Ça n'est pas digne, pour un sportif, d'accepter d'une manière ou d'une autre la sélection sur la base raciale, parce que du point de vue sportif, ça n'est rien d'autre qu'une tricherie.

Et puis il y a aussi, il y a surtout le peuple d'Afrique du Sud, qui ne se sent absolument pas représenté par les équipes raciales imposées par l'apartheid. Une compétition dans les conditions de l'apartheid, c'est toujours une insulte faite à notre peuple, qui souffre sous le régime le plus inhumain qui soit sur la terre et auquel on a enlevé jusqu'au droit de manifester sur les stades, avec les hommes des autres peuples, sa force et son adresse.

Propos recueillis par Théo SAINT-JEAN

(1) Race against Race, de Joan Brickhill publié par I.D.A.F., 104 Newgate Street, Londres EC 1A-7AP. prix : 7 Frs.

Pouvons-nous aller chercher notre balle, s.v.p. ?



jeux sans l'africain

Les 18^e Jeux Olympiques, qui se sont déroulés à Montréal en juillet dernier, ont largement débordé le cadre des rubriques sportives de la grande presse. On a largement rendu compte à la « une » de plusieurs incidents majeurs qui ont marqué la grande réunion sportive.

un combat prioritaire

Celui qui nous intéresse le plus, fut le retrait de la compétition des équipes d'Afrique, au nombre de 19, après qu'elles eurent demandé en vain le retrait de la Nouvelle-Zélande qui organisait dans le même temps des matches avec les équipes de rugby de la minorité raciste d'Afrique du Sud, et cela en dépit de sa prise de position officielle contre le racisme.

La décision des Africains n'aurait pas dû surprendre les spécialistes sportifs, puisque déjà le Conseil Supérieur du Sport Africain (C.S.S.A.), réuni à Nairobi du 27 au 29 avril dernier, avait lancé un avertissement solennel aux pays qui, « comme la Nouvelle-Zélande, ont maintenu les contacts avec l'Afrique du Sud », à la suite de l'annonce de la tournée des rugbymen néo-zélandais dans ce pays prévue pour le mois de juillet.

« Le problème du racisme doit être combattu en priorité. Si des pays comme la Nouvelle-Zélande veulent maintenir leurs relations sportives avec l'Afrique du Sud, alors nous nous réservons le droit de les boycotter », avait déclaré M. Abraham Ordia (Nigéria), Président du C.S.S.A.

La tournée des rugbymen néo-zélandais avait rencontré également une opposition très vive en Nouvelle-Zélande. Depuis un an le mouvement anti-apartheid H.A.R.T. (Halt All Racist Tours) a mené campagne pour l'annulation de la tournée en Afrique du Sud.

On se souvient qu'en 1973 une campagne similaire avait obtenu l'annulation de la tournée des Springboks (les rugbymen sud-africains) en Nouvelle-Zélande, après que la question eût divisé le pays et que le gouvernement travailliste d'alors soit intervenu pour l'annulation.

Le nouveau gouvernement conservateur actuel, lui, est un « supporter » de l'apartheid et il encourage l'établissement de liens sportifs plus étroits avec l'Afrique du Sud, ce qui avait rendu plus difficile l'action engagée pour annuler la tournée des Néo-Zélandais. C'est dire l'importance de l'aide internationale à de telles campagnes, ainsi que le soulignait

David Wickham, dirigeant du H.A.R.T., lors de sa visite au M.R.A.P. en mai dernier.

Pour sa part, le M.R.A.P. intervint auprès des ambassadeurs à Paris de la Nouvelle-Zélande et du Canada, dont une équipe devait se rendre en Nouvelle-Zélande pour participer aux Championnats du Monde de soft-ball auxquels devait participer une équipe de l'Afrique du Sud. L'un et l'autre ont répondu que leur gouvernement respectif était opposé à toute forme de discrimination raciale (le gouvernement canadien a même décidé de refuser tout appui moral ou financier aux athlètes qui participent à des compétitions sportives en Afrique du Sud, ainsi qu'aux organisations canadiennes mettant sur pied des compétitions où sont invités des athlètes sud-africains), mais que ces gouvernements considéraient « que c'est aux organisations sportives et aux sportifs eux-mêmes qu'il appartient de prendre des décisions sur cette question des rencontres avec des sportifs sud-africains ».

Devant cette position ambiguë, qui est celle de la quasi-totalité des gouvernements occidentaux, on ne saurait trop féliciter les organisations sportives qui prennent position contre l'apartheid dans le domaine du sport, comme la F.I.A.C. (Fédération Internationale Ama-

teur de Cyclisme) qui a interdit les Jeux Olympiques à quinze coureurs ayant participé en octobre dernier à la course Le Cap-Johannesburg en Afrique du Sud, ce pays n'étant pas affilié à la Fédération Internationale à cause de la ségrégation raciale qu'il pratique dans le sport. Parmi les exclus, il y avait des Canadiens, des Italiens, des Anglais, des Portugais, des Américains et des Français. La sélection française pour la route dut être profondément remaniée.

On se souvient en effet (voir D.L., n^{os} 344 et 346) qu'une équipe française avait participé à cette compétition et que la Fédération Française s'était vue infliger un blâme et une amende pour cela.

de nouvelles exclusions

A l'inverse, il faut condamner la Fédération Française de Tennis qui, non seulement refuse de s'opposer aux pratiques racistes sud-africaines, mais menaçait de boycotter la Coupe Davis en 1977 si on ne prenait pas de sanctions contre le Mexique qui refusait de rencontrer les Sud-Africains dans cette compétition en juin dernier. Elle dut battre en retraite avec ses deux alliés en la

Les Jeux Olympiques de 1936, qui se déroulèrent à Berlin, devaient être pour Hitler et le régime nazi, l'occasion de démontrer au monde entier la supériorité des « aryens » germaniques; et les représentants de l'Allemagne avaient suivi une préparation intensive.

Malgré le décor colossal du stade construit pour ces jeux et le déploiement de tout l'appareil nazi, le projet d'Hitler échoua piteusement grâce aux athlètes américains qui glanèrent la plupart des victoires en athlétisme, reléguant les blonds « aryens » au second plan. Ce fut le triomphe du merveilleux champion noir Jesse Owens, (quatre médailles d'or) qui déclarait récemment: « Nous (les noirs), étions venus pour démontrer à Hitler et à ses sbires que nous n'étions pas des sous-hommes. Ce fut notre principale motivation et nous avons réussi. » A tel point qu'Hitler préféra quitter la tribune officielle plutôt que d'avoir à serrer la main de Jesse Owens.



en 1936...



... en 1968

matière, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, mais seulement parce que leur décision aurait sonné le glas de la Coupe Davis! Dans son communiqué du 10 juin 1976, le M.R.A.P. interrogeait: « Qui croira les dirigeants de la Fédération Française de Tennis lorsqu'ils prétendent ne pas vouloir « laisser les problèmes raciaux, politiques ou confessionnels

En 1968, une vertueuse indignation s'empara de certains commentateurs qui virent dans la dénonciation du racisme par les athlètes américains un danger pour l'esprit olympique. C'était pendant que la lutte pour la justice et la dignité secouait violemment les ghettos noirs aux Etats-Unis, face à une répression féroce. Sur le podium, en levant leur poing ganté de noir, Smith et Carlos n'avaient fait pourtant que souligner le divorce entre les honneurs qui leur sont accordés sur le stade et les humiliations qui sont chez eux le lot quotidien des « gens de couleur. » Ils refusaient de jouer les « chevaux de parade » tous les quatre ans pour regagner ensuite, sagement, leurs ghettos. Cet hymne, ce drapeau qu'ils refusaient de contempler symbolisaient pour eux une oppression qui prend précisément le contre-pied de l'esprit olympique. On ne saurait leur reprocher de l'avoir signifié sur les lieux mêmes où doivent s'affirmer, en une compétition loyale, l'égalité de tous et la valeur de chacun.

intervenir dans les relations sportives? En fait ils apportent leur soutien zélé à ceux-là mêmes qui dénaturent le sport par le racisme et les pires considérations politiques. » « L'honneur et le prestige du sport français exigent de ces responsables qu'ils se prononcent sans réserve contre le racisme sud-africain. » D'ores et déjà, à la suite des Jeux

Olympiques, l'Afrique du Sud a été exclue de la Fédération Internationale de Football (F.I.F.A.) le 16 juillet, de la Fédération Internationale d'Athlétisme (F.I.A.A.) le 23 juillet, et avec sa consœur la Rhodésie, de la Fédération Internationale de Natation (F.I.N.A.) le 28 juillet.

Ces décisions ont provoqué de très vives réactions dans les milieux du sport sud-africain. Une bonne part de celles-ci sont dirigées contre le gouvernement de M. Vorster qui interdit le sport « intégré » dans les clubs et les rencontres régionales. M. Lionel Murray, député, qui est chargé des questions sportives au Parti Unifié (opposition), a instamment demandé au gouvernement, le 17 juillet, de permettre aux responsables sportifs d'organiser des compétitions, tant nationales qu'internationales, comme ils l'entendent. « Nos propres représentants au sein des organisations sportives internationales ont été mis par le gouvernement dans le carcan de la politique et ce sont nos sportifs qui en font les frais. » Les tenants de l'apartheid, eux, préparent la mort du sport sud-africain face à l'excommunication dont il est l'objet. Seule, en effet, une « intégration » rapide du sport pourra l'éviter.

Le boycottage du sport sud-africain porte ses fruits dans la lutte contre l'apartheid, et la France s'honorerait en rejoignant les rangs des nations qui y sont déjà engagées. L'action doit en tout cas se renforcer pour que l'invitation faite à l'équipe de rugby des Springboks par les rugbymen français ne puisse arriver à réalisation.

Robert PAC

PRESIDENT : Pierre PARAF;
VICE-PRESIDENTS : Charles PALANT, Abbé Jean Pihan, M^e George PAU-LANGEVIN, Dr François GREMY;
SECRETAIRE GENERAL : Albert LEVY;
COMITE D'HONNEUR : Henri ALLEG, Georges AURIC, Robert BALLANGER, Bâtonnier Albert BRUNOIS, Aimé CESAIRE, Charles de CHAMBRUN, André CHAMSON, Pierre COT, Louis DAQUIN, Alain DECAUX, Hubert DESCHAMPS, Henri DESOILLE, Maurice DRUON, Pasteur André DUMAS, Henri FAURE, Jean FERRAT, Max-Pol FOUCHET, Jean HIERNAUX, Pierre JOXE, Alfred KASTLER, Jean LACOUTURE, Gérard LYON-CAEN, Jacques MADAULE, Albert MEMMI, Robert MERLE, Théodore MONOD, Henri NOGUERES, Etienne NOUVEAU, Jean PICART LE DOUX, Emile POLLAK, Marcel PRENANT, Alain RESNAIS, Monseigneur Guy RIOBE, Emmanuel ROBLES, Armand SALACROU, Jean-Paul SARTRE, Laurent SCHWARTZ, Georges SEGUY, Jean SURET-CANALE, Alain TERRENOIRE, Jacqueline THOME-PATENOTRE, VERCORS, Jacqueline VICTOR-BRAUNER, Docteur Pierre WERTHEIMER, Bernard ZEHRFUSS.
 Bâtonnier Paul ARRIGHI, Robert ATTULY, Vincent AURIOL, Docteur Jean DALSAGE, Georges DUHAMEL, Yves FARGE, Francisque GAY, Jacques HADAMARD, Georges HUISMAN, Jules ISAAC, Frédéric JOLIOT-CURIE, Henri LAUGIER, Jean LURCAT, René MAHEU, André MAUROIS, Darius MILHAUD, Françoise ROSAY, Marc SANGNIER, André SPIRE, Chanoine Jean VIOLLET.

Désireux de m'informer et de soutenir l'action contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix

J'adhère au m.r.a.p.
 Je m'abonne à droit et liberté



Nom (en capitale)

Prénom âge

Profession

Adresse

Code postal Ville

Le montant de la carte d'adhésion (à partir de 30 francs) est laissé à l'appréciation du souscripteur, selon ses possibilités, compte tenu de la nécessité d'apporter le soutien le plus efficace à l'action du M.R.A.P.

Abonnement d'un an à DROIT et LIBERTE (50 F). Abonnement de soutien (100 F). Etranger (75 F). C.C.P. 6070-98 Paris ■ Rayer la mention inutile.

mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (m.r.a.p.)
 120, rue saint-denis - paris (2^e) - tél. : 231.09.57 - c.c.p. : 14-825-85 paris